

«Nous n'avons pas cédé aux pressions du patronat»

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4355 - Jeudi 21 décembre 2017 - Prix : 10 DA

23 accusés en procès à Oran

15 ans de prison
requis dans une affaire
de 82 kg de cocaïne

Page 24

Domaine des technologies de l'information et de la communication
La ministre des TIC appelle les jeunes entrepreneurs à s'y investir en force

Page 2

Des élections,
seule issue
à la crise

Par Mohamed Habili

Il faut en prendre son parti : aucun des conflits actuels dans le monde arabe ne se terminera par une négociation, comme le veut une idée reçue qui comme telle a la vie dure. Jusqu'à récemment pourtant, on pouvait encore penser qu'il ne pourrait être mis un terme aux deux crises libyenne et syrienne (qui soit dit en passant ont peu de chose en commun bien qu'elles se soient déclenchées sous l'effet d'une même secousse régionale) qu'à travers une longue et difficile négociation. Cette fin d'année a apporté la preuve du contraire : ni en Libye ni en Syrie la solution à la crise ne sera le fruit d'une négociation, aussi longue et tortueuse qu'on puisse l'imaginer. Elle ne sera pas pour autant consécutive à la victoire militaire d'un camp sur l'autre. En fait, une guerre, qu'elle soit déclarée, comme c'est le cas en Syrie, ou larvaire comme en Libye, se termine toujours par une élection. Encore faut-il préciser : une élection dont les résultats sont acceptés par les protagonistes ou belligérants. Des élections dont les résultats sont rejetés par ceux qui les ont perdues, non seulement ne permettent pas qu'une page soit tournée, mais peuvent se solder par un regain de tension, par un renouvellement du conflit. En théorie tout au moins, car dans la réalité c'est toujours le camp sorti vainqueur militairement qui ensuite remporte les élections, sans que le camp vaincu ait les moyens d'en annuler les effets.

Suite en page 3

Education nationale

Le dossier de la révision du Bac fin prêt



PH/D.R.

Le dossier de la révision de l'examen du baccalauréat est fin prêt et sera soumis au gouvernement en temps opportun. Cette révision a été imposée par la fuite massive des sujets d'examen lors de la précédente session ordinaire, obligeant le ministère de l'Éducation à revoir ses cartes. Lire page 2

Brandt Algérie lance sa nouvelle gamme TV Super ultra slim
**Nouvelle usine de 300 millions
d'euros à Sétif**

Page 4

Festival de poésie féminine à Constantine
**Loubna Maâlem
décroche le premier prix**

Page 13

Education nationale

Le dossier de la révision du Bac fin prêt

■ Le dossier de la révision de l'examen du baccalauréat est fin prêt et sera soumis au gouvernement en temps opportun. Cette révision a été imposée par la fuite massive des sujets d'examen lors de la précédente session ordinaire, obligeant le ministère de l'Education à revoir ses cartes.

Par Louiza Ait Ramdane

Un grand chantier de l'école a été ouvert à cet effet, dont le grand axe est la refonte globale du système d'organisation de l'examen du baccalauréat. Un atelier national ayant pour objectif de discuter les changements à introduire dans l'examen du baccalauréat a été organisé pour la circonstance. Pour un meilleur encadrement de cette rencontre, le ministère de l'Education a fait appel aux cadres du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, pour enrichir le nouveau programme à adopter. Lors de cette rencontre, la première responsable du secteur a eu un accord avec ses partenaires sociaux sur la «réduction de la durée des épreuves à trois jours au lieu de cinq». «Nous avons achevé l'élaboration du projet de révision du baccalauréat et nous attendons le moment opportun pour le soumettre au gouvernement», a déclaré la ministre à la presse, en marge d'une conférence qu'elle a présentée devant les étudiants de l'Ecole nationale d'administration (ENA). La ministre a précisé que les propositions contenues dans ce projet ont été préparées avec les différents instances institutionnelles et partenaires sociaux (syndicats, associations de parents d'élèves). Elle a ajouté que l'examen et le débat ont porté sur les différents aspects du baccalauréat, comme les matières des différentes filières, les matières dites complémentaires, les types d'épreuves, la durée et le nombre d'épreuves par jour. Il a été question également, a-t-elle indiqué, de la méthode de correction et de notation, de la conception et réalisation des sujets d'examen, de la place de l'évaluation continue et de sa valorisation, du système de coefficients ainsi que du principe de la mise en œuvre graduelle de la réforme. Lors d'une conférence présentée devant les étudiants de l'Ecole nationale d'administration (ENA), Nouria Benghebrat a évoqué les étapes importantes qu'a connues le secteur de l'Education, les réformes et les efforts consentis par l'Etat pour assurer une éducation de qualité. Elle a ajouté, dans ce sens, que la gratuité de l'enseignement en Algérie est «un principe politique» irrévocable.

La ministre a précisé que les propositions contenues dans ce projet ont été préparées avec les différents instances institutionnelles et partenaires sociaux (syndicats, associations de parents d'élèves). Elle a ajouté que l'examen et le débat ont porté sur les différents aspects du baccalauréat, comme les matières des différentes filières, les matières dites complémentaires, les types d'épreuves, la durée et le nombre d'épreuves par jour. Il a été question également, a-t-elle indiqué, de la méthode de correction et de notation, de la conception et réalisation des sujets d'examen, de la place de l'évaluation continue et de sa valorisation, du système de coefficients ainsi que du principe de la mise en œuvre graduelle de la réforme. Lors d'une conférence présentée devant les étudiants de l'Ecole nationale d'administration (ENA), Nouria Benghebrat a évoqué les étapes importantes qu'a connues le secteur de l'Education, les réformes et les efforts consentis par l'Etat pour assurer une éducation de qualité. Elle a ajouté, dans ce sens, que la gratuité de l'enseignement en Algérie est «un principe politique» irrévocable.

Les établissements ouverts durant la première semaine des vacances

Pour les établissements qui ont connu des dysfonctionnements, la ministre de l'Education, Nouria Benghebrat, annonce que les établissements resteront ouverts durant la pre-



mière semaine des vacances pour que les élèves puissent réviser et recevoir des cours de soutien et même le rattrapage. La ministre de l'Education a pré-

cisé également que son département est sur le point d'évaluer le premier trimestre de l'année scolaire en cours. Elle a affirmé aussi que la finalisation de la

numérisation des documents scolaires durant le deuxième trimestre est une priorité pour son département, estimant qu'il s'agit d'un véritable enjeu.

Concernant la déperdition scolaire, la ministre a fait savoir qu'une enquête nationale est en cours sur les raisons de ce phénomène. **L. A. R.**

Domaine des technologies de l'information et de la communication

La ministre des TIC appelle les jeunes entrepreneurs à s'y investir en force

Les jeunes entrepreneurs sont appelés à investir en force dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, vu la place qu'occupent ces moyens modernes dans le développement de l'économie nationale, la création de richesses et la valeur ajoutée hors hydrocarbures.

Lors de la conférence nationale sur la micro-entreprise et l'entrepreneuriat, la ministre des TIC, présente a cet événement, a appelé les jeunes entrepreneurs à créer des micro-entreprises dans le domaine des technologies de l'information et de la communication en établissant un partenariat avec l'entreprise Algérie Télécom pour garantir le réseau internet dans tous les services et places publics. Elle a assuré, à ce propos, que les jeunes entrepreneurs désirant réaliser ce genre d'entreprises bénéficieront d'une formation en matière de numérique et de communications électroniques pour une durée d'une semaine ainsi que du soutien et facilitations de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes. Mettant en avant l'impératif d'offrir des cadres clairs à même de garantir la sécurité aux personnes qui utilisent ces moyens modernes notamment dans les services publics, la ministre a insisté sur l'impératif d'accorder un intérêt à l'économie numé-



rique à travers l'investissement de l'élément humain, notamment les jeunes, à même de contribuer à l'invention et l'innovation de façon à éviter la dépendance. Pour sa part, le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens, Abdelmadjid Sidi Saïd, a souligné l'importance de soutenir la communication avec les jeunes et écouter leurs préoccupations en leur donnant l'opportunité de contribuer dans le domaine économique. Précisant que la relation de communication et de partenariat entre le syndicat et les jeunes étant très importante, Sidi Saïd a mis l'accent sur l'impératif

d'orienter ces jeunes et leur donner des propositions constructives concernant les méthodes de réalisation des projets et la création de leurs propres micro-entreprises. Il a mis en relief la nécessité de placer toute la confiance en cette catégorie et de l'accompagner pour la réalisation de micro-entreprises, appelant les instances concernées à aplanir les obstacles. Dans ce cadre, le SG de l'UGTA a appelé également à revoir certaines conditions que doit réunir «le jeune entrepreneur pour bénéficier de crédits, dont la location d'un local ou d'un espace d'investissement préalable-

ment à la concrétisation de son projet», saluant à cette occasion le rôle accompli jusqu'à présent par l'Ansej. Afin de donner un coup de pouce aux jeunes entrepreneurs algériens et leur faciliter davantage la création de leurs micro-entreprises, le ministre du Travail et de l'Emploi, pour rappel, avait déclaré, lors de la Conférence nationale sur la micro-entreprise et l'entrepreneuriat, que les délais du dépôt des dossiers des entrepreneurs prévus pour fin 2017 pour bénéficier du dispositif de rééchelonnement des dettes contractées pour la création de leurs projets et de l'annulation des pénalités de retard, ont été prorogés jusqu'à juin 2018, révélant que 520 jeunes promoteurs de micro-entreprises ont déjà déposé leurs dossiers au niveau de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes pour bénéficier de ce dispositif. Il a rappelé que plusieurs mesures ont été prises au profit de certains jeunes entrepreneurs qui ont bénéficié du soutien des dispositifs publics pour créer des micro-entreprises et qui ont rencontré des difficultés, ajoutant qu'ils bénéficient, à ce titre, d'un accompagnement spécial qui consiste en le rééchelonnement des dettes contractées pour la réalisation de leurs projets.

Thinhinene Khouchi

Le DG du commerce extérieur au sujet de l'annulation des licences d'importation

«Nous n'avons pas cédé aux pressions du patronat»

■ «Nous n'avons pas cédé aux pressions du patronat. Il s'agit d'un changement de cap en matière d'utilisation des instruments de régulation du marché et de l'économie nationale», a affirmé, hier, Saïd Djellab, directeur général du commerce extérieur, sur les ondes de la Radio nationale, Chaîne 3.

Par Lynda Naili

«**N**ous n'avons pas cédé aux pressions du patronat (FCE). Il s'agit d'un changement de cap en matière d'utilisation des instruments de régulation du marché et de l'économie nationale. La suspension provisoire à l'importation, le relèvement des droits de douane, les mesures anti dumping, subventions... sont des instruments de gestion de l'économie reconnus dans le monde et utilisés dans la pratique commerciale internationale», a répondu le DG du commerce extérieur relevant du département de Benmeradi, à propos de la décision prise avant-hier par le gouvernement pour annuler le dispositif des licences d'importation (sauf celle des véhicules). Pour lui, il ne s'agit nullement d'avoir cédé aux pressions du patronat mais plutôt un «changement de cap» dans la gestion du commerce extérieur. Aussi, annonçant que d'autres instruments de régulation des importations seront mis en place, il expliquera que la motivation de ce «changement de cap» s'est imposée du fait des résultats positifs déduits du bilan du dispositif mis en place en 2016 pour la réduction des importations. Chiffres à l'appui, il indiquera que le bilan financier effectué sur les trois produits concernés par les licences d'importation (véhicules, rond à béton et fil à machine) ressort une réduction, en 2016, de 3 milliards de dollars contre 6 milliards en 2015. Et d'ajouter qu'en 2017, les licences d'importation, élargies à quelques vingt deux groupes de produits, ont permis



PHOTO: R.N.

un gain de 2,3 milliards de dollars. De plus, la régression graduelle a fait passer leur financement de 58 milliards de dollars, en 2014, à 51 milliards, en 2015, puis à 46 milliards en 2016, et à 42 milliards durant les onze mois de 2017, relève le représentant du ministère du Commerce qui soulignera que le déficit commercial est actuellement établi à 10 milliards de dollars, marquant ainsi une réduction progressive depuis 2014 qui était à 17 milliards de dollars. Sauf que, enchaînera-t-il, «ces réductions ont produit un phénomène de tassement faisant qu'en termes d'impact financier, le dispositif de licences d'importation est parvenu à ses limites». De plus, poursuivant son argumentation, l'invité de la rédaction de la Chaîne 3 dira qu'à cet impact financier s'est ajouté celui socio-économique qui s'est traduit par l'installation des constructeurs automobiles dans le pays, l'at-

teinte de l'autosuffisance en matière de production de ciment qui tend maintenant vers l'exportation ainsi que celle du rond à béton dont la couverture de la production nationale sera atteinte en 2019. Ce sont autant d'indicateurs financiers et économiques qui ont induit une nouvelle dynamique économique qui aujourd'hui nécessite d'autres instruments de régulation, «non pas pour remplacer le dispositif des licences d'importation, mais pour concerner d'autres produits». Ainsi, selon lui, «en dehors des véhicules» qui eux demeurent sous le sceau de ce système, l'ensemble des autres produits restants seront libres à l'importation.

A ce propos, abordant la liste des quelque 851 produits interdits à l'importation annoncée avant-hier par le ministre du Commerce, il précisera qu'«il s'agit d'une suspension provisoire à l'importation de produits

choisis sur la base des requêtes des opérateurs économiques». Pour le DG du commerce extérieur, cette décision n'est autre qu'«une mesure de sauvegarde à laquelle a eu recours le gouvernement pour toucher, d'une part, les produits qui ont une valeur ajoutée locale et, d'autre part, la substitution aux importations». Nommant les groupes de produits concernés, il citera essentiellement les produits agroalimentaires pour lesquels les opérateurs du secteur se sont engagés à augmenter les capacités de production, les tracteurs dont plus 1 000 unités restent aujourd'hui invendues à cause de l'importation, les moissonneuses-batteuses, les articles de céramique dont la production couvre en ce moment plus de 100% du marché national et se propose d'aller vers l'exportation, les équipements de robinetterie et les produits plastiques, ainsi que les produits finis de la téléphonie mobile et l'électroménager. L'objectif est, dira Saïd Djellab, d'encourager les investissements et la production nationale réalisés dans ces créneaux menacés par l'importation et, parallèlement, permettre le relèvement des droits de douane pour protéger la production nationale». Dans ce contexte, il annoncera qu'à partir de janvier 2018, par mesure de sauvegarde, il sera mis à la disposition des opérateurs nationaux un questionnaire à travers lequel ils exprimeront la menace encourue par leurs produits du fait de l'importation sur la base duquel sera mise à jour cette liste initiale des produits temporairement interdits à l'importation.

L. N.

Production de miel

Recul de la production et flambée des prix

La production mellifère à Boumerdès a enregistré une baisse sensible depuis la campagne 2016/2017 jusqu'à novembre dernier, dépassant de peu les 1 500 qx contre plus de 2 070 qx la campagne écoulée, ce qui a engendré une flambée des prix de ce produit, a-t-on appris d'un responsable du secteur agricole local. Cette situation est essentiellement due au recul de la moyenne de rendement par ruche, estimée, cette année, à trois kilos contre cinq kilos précédemment, a indiqué à l'APS le chef du service de la production et du soutien technique à la Direction des services agricoles (DSA), Rachid Messaoudi, en marge de la 3^e foire du miel, abritée par le Centre culturel islamique du chef-lieu de wilaya.

Selon les spécialistes du domaine, cette chute constatée dans la production mellifère, en dépit de la hausse survenue dans le nombre des apiculteurs qui est passé à plus de 2 200 actuellement contre 2 000 précédemment, peut aussi s'expliquer par les conditions climatiques défavorables à la floraison (hausse

des températures et pluviométrie déficiente), ajouté à cela les incendies de forêt des mois de mars et de juin derniers. Conséquence de cette baisse de la production, les prix du kilogramme de miel «ont pris la tangente», passant de 2 800 DA précédemment à pas moins de 4 000 DA, voire 4 500

DA, selon les prix affichés durant cette foire mellifère. L'élevage apicole dans la wilaya de Boumerdès est particulièrement concentré dans les piémonts des Issers, Dellys, Baghla, Sidi Daoud et Naciria, régions peuplées d'eucalyptus, d'agrumes et autres espèces forestières fournissant les ressources floristiques nécessaires au butinage des abeilles. Le secteur compte plus de 120 000 ruches, entre ruches très productives et celles destinées à la production d'essaims, ou encore à d'autres domaines annexes du développement de la filière. Sachant qu'entre 2000 et 2017, les pouvoirs publics ont assuré le soutien de près de 50 000 ruches productrices. Plus d'une trentaine d'exposants issus de 11 wilayas du pays prennent part au Salon du miel qui se pour-

Algérie Poste

Début aujourd'hui des prélèvements de tenue de compte

ALGÉRIE POSTE procédera à partir d'aujourd'hui aux prélèvements du tarif annuel de tenue de compte, estimé à 200 DA, sur les comptes courant postaux de ses clients (CCP), a indiqué hier un communiqué de l'entreprise. Le recouvrement de ce tarif annuel de tenue de compte intervient «en application des dispositions de l'article 59 du décret exécutif 14-299 du 21 octobre 2014 fixant les tarifs des services postaux et services financiers postaux du régime de l'exclusivité et du service universel de la poste», a précisé la même source.

M. L.

LA QUESTION DU JOUR

Des élections, seule issue à la crise

Suite de la page une

On voit mal comment il pourrait en être autrement. En Syrie, il est maintenant clair que ce ne sont pas des négociations, où qu'elles se tiennent d'ailleurs, à Genève, à Astana, ou à Sotchi, que sortira la solution, mais des élections, dont tout le monde semble convenir qu'elles doivent se tenir dès l'année prochaine – bien que toutes les hostilités n'aient pas encore pris fin, comme c'est le cas en Irak. Le huitième round du processus de Genève ne laisse plus guère de doute à cet égard. Des élections se tiendront, selon toute apparence dès l'année prochaine, auxquelles prendront part bien des groupes d'opposition, et elles seront remportées par les partisans du régime dont le chef est Bachar Al Assad. En Libye aussi, les négociations ayant tourné court, il ne reste plus qu'à envisager des élections en guise de dépassement de la crise. Le problème, c'est que dans ce pays, on ne sait pas par avance, en tout cas de façon certaine comme en Syrie, qui va les remporter, et encore moins si ceux qui vont les perdre ne vont pas se mettre à les contester, et pas seulement qu'en paroles. C'est qu'il est déjà arrivé que des élections s'y tiennent dont les résultats ont été récusés par ceux qui les avaient perdues. C'est même de là qu'est née de façon formelle la division du pays en deux camps, celui de Tobrouk et celui de Tripoli. Bien entendu, cette division territoriale est elle-même la conséquence d'un clivage politique central préexistant à toute élection. Le chef militaire du camp de Tobrouk, le général Khalifa Haftar, n'a annoncé la fin de l'accord de Skhirat, il y a moins d'une semaine, que pour appeler à des élections dans les premiers mois de l'année prochaine. Refus de la négociation, donc, mais acceptation de ce qui en constitue de toute façon le terme obligé : des élections. De fait, sur quoi peuvent s'entendre des gens qui ne sont d'accord sur rien, sinon de s'en remettre à leur peuple à travers des élections ? Si le but d'un dialogue est de conduire à des élections, autant y aller tout de suite, un accord politique préalable étant hors d'atteinte. Résumons : en Syrie comme en Libye, la seule chose qui soit possible, ce sont en fait des élections. La différence, c'est qu'on sait de façon certaine qui va les remporter en Syrie, chose qu'on ignore encore s'agissant de la Libye.

M. H.

Brandt Algérie lance sa nouvelle gamme TV Super ultra slim

Nouvelle usine de 300 millions d'euros à Sétif

■ Brandt Algérie, filiale du Groupe Ceital, annonce l'inauguration, à Sétif, au premier trimestre 2018, d'une nouvelle usine qui sera spécialisée dans la production des produits blancs. Cette manufacture s'étendra sur une superficie de 110 hectares et comprendra 8 lignes de production. Le coût de l'investissement dépassera les 300 millions d'euros et emploiera 7 500 personnes.

Par Ali Zidane

Brandt Algérie, conforte sa position sur le marché algérien dans le segment des téléviseurs, et ce, en gagnant de plus grandes parts de marché. Les nouvelles TV Brandt séduiront à coup sûr la clientèle locale, mais aussi étrangère. Le design ultra raffiné du Super Ultra Slim TV, le



PHOTO: R.

plus fin au monde que Brandt Algérie fabrique localement, a eu à reconnaître les prouesses de la marque désormais inscrite au registre des préférences d'une clientèle des plus exigeantes.

Le Led Super Ultra Slim de Brandt Algérie qui se décline sous les 4,9 mm d'épaisseur, est un challenge ayant permis un raffinement sans limites pour une finesse absolue qui fera l'exception unanime. Intégrés dans les téléviseurs Brandt par les ingénieurs algériens, Brandt Search, l'application de recherche de contenus et de programme introduite par Brandt

sur sa gamme de 2018, s'annonce comme un atout inédit en Algérie et ne manquera point de susciter l'intérêt de la clientèle toujours à l'affût des meilleures offres. Cette nouveauté permet par un simple clic d'avoir une vision réelle et anticipée de tous les programmes TV recherchés.

Après le franc succès du programme de soutien scolaire Likoul, lancé fin 2016 exclusivement sur les téléviseurs Smart Brandt, Brandt Algérie généralise ce programme à toute la nouvelle gamme TV, Smart ou non Smart en introduisant la possibilité d'y accéder sans pour autant

que la TV soit connectée à internet. Ainsi, afin de permettre un plus large accès aux cours au profit des élèves évoluant en zones défavorisées par les couvertures internet ou qui n'ont pas les moyens financiers pour. C'est simple, il suffit d'allumer la TV Brandt, d'accéder au programme Likoul afin de visualiser en streaming ou via USB les vidéos souhaitées en toute simplicité.

Dans son discours le directeur général de Brandt Algérie, Tahar Bennadji, a précisé que la fabrication du Led Super Ultra Slim TV en Algérie représente une révolution télévisuelle impor-

tante pour notre pays. Optimiste, Tahar Bennadji n'a pas manqué d'exprimer son enthousiasme à ce sujet. «Nous sommes très fiers de lancer des produits constituant une réponse étudiée aux besoins du marché dans toute sa composante en alliant intelligence et utilité. Nous sommes d'autant heureux et fiers de généraliser le programme Likoul à toute la gamme TV 2018 Brandt et le rendre accessible même sans internet... telle est la promesse tenue l'année passée. Nous sommes fiers de contribuer à l'éducation des générations futures qui feront l'avenir de la Nation». Quant aux objectifs de la marque, il poursuit : «Nous visons le leadership sur le marché algérien et le développement de nos activités export et contribuer ainsi à la diversification des exportations hors hydrocarbures de notre pays». Sur ce segment aussi, Brandt mise sur la carte de la finesse avec le lancement du Led Ultra Slim le plus fin au monde avec seulement 4,9mm d'épaisseur. Les Ultra Slim TV de Brandt profitent aussi de l'affichage en qualité 4K, avec une touche esthétique très moderne. En témoignant, le contour métallique confère aux modèles Ultra Slim TV de Brandt un look raffiné et rehaussé et sa barre de son intégrée apporte élégance et précision des sons. Un design d'autant plus moderne du fait de la présence de ce dos métallique brossé. Les Ultra Slim TV de Brandt allient, ainsi, beauté, performance et modernité. **A. Z.**

Patrimoine classé mondialement

La vallée du M'zab impose préservation et réhabilitation

Le patrimoine urbanistique et architectural de la vallée du M'zab (600 km au sud d'Alger), classé depuis déjà 35 ans par l'Unesco au patrimoine mondial, a besoin d'être préservé pour continuer à le léguer aussi intact que possible aux générations futures. Héritage des aïeux de la région qui ont su façonner le paysage aride et désertique en créant des centres urbains visiblement homogènes et singuliers par leur architecture imprimée à travers des ksour (cités fortifiées), cette œuvre architecturale «unique» constitue un élément d'identification qui du génie d'une population qui s'est urbanisée depuis plus d'un millénaire. La richesse patrimoniale et le style architectural singulier de la vallée du M'zab, qui incarne la mémoire collective, est devenue pour de nombreux architectes et urbanistes, notamment les disciples du franco-suisse Le Corbusier, «une école universelle d'architecture» et un espace attractif pour de nombreux chercheurs et touristes. Le classement par l'Unesco de cet espace urbanistique est l'aboutissement d'actions ponctuelles de réhabilitation et de restauration effectuées par les pouvoirs publics pour sa préservation et également l'attachement de la population et des acteurs locaux à leur

patrimoine matériel, a indiqué à l'APS le chargé de la gestion de l'Office de la protection et la promotion de la vallée du M'zab (OPVM). La pentapole du M'zab (Ghardaïa), avec ses ksour édifiés magistralement avec un style architectural singulier sous forme d'«amphithéâtre» épousant le site rocaillieux, en tenant compte du climat et des préceptes religieux, a su garder sa structure urbaine durant plusieurs siècles, avant de devenir un centre d'intérêt de l'organisme onusien, a souligné Kamel Ramdane. Le patrimoine architectural, notamment les maisons traditionnelles construites selon une architecture étudiée, les ouvrages hydrauliques ancestraux avec un système de partage des eaux allié à un environnement oasien composé de palmiers, puits traditionnels, lavoirs et latrines, sont devenus des points attractifs pour des chercheurs et autres touristes, a-t-il ajouté. Si l'inscription de la vallée du M'zab au Patrimoine mondial offre une reconnaissance internationale, elle impose également la préservation, la réhabilitation et aussi une gestion de ce patrimoine. Depuis 1982, date du classement de la vallée du M'zab sur la liste du patrimoine mondial, les pouvoirs publics ont engagé de nombreuses actions

visant au renforcement du dynamisme d'attractivité touristique de la région, la préservation et la mise en valeur du patrimoine architectural et culturel ainsi que l'embellissement et l'accessibilité des espaces patrimoniaux.

Diverses actions de restauration et de revitalisation réalisées

Pas moins d'une vingtaine d'actions de restauration et de revitalisation du patrimoine architectural atypique et autres monuments historiques ancestraux affectés par les aléas du temps ont été réalisés dans la vallée du M'zab depuis 2016, a fait savoir le responsable de l'OPVM. Le responsable chargé du patrimoine à la direction de la Culture de Ghardaïa a révélé, de son côté, que plusieurs opérations ponctuelles de restauration des monuments, sites et habitations menaçant ruine ont été effectuées par les pouvoirs publics à travers les différents ksour de cette vallée. «Depuis 2014, cinq opérations de réhabilitation et de restauration des places de souk des ksour, des monuments funéraires, des aires de prière et des mosquées ont été lancées», a fait savoir Mohamed Alouani, ajoutant que des actions visant à effacer les

stigmates des malheureux événements qu'a connus la région de Ghardaïa ont été également concrétisées pour préserver ce patrimoine unique. La vallée du M'zab avec ses ksour apporte le témoignage d'une civilisation urbaine «intelligente» créée par nos aïeux depuis des siècles, a estimé Ahmed Nouh, notable et président de la fondation Amidoul, initiatrice du projet de réalisation du nouveau ksar de Taflelt. Ce nouveau ksar situé près de Béni-Isguen constitue une première expérience très particulière d'édification d'une réplique d'un ksar alliant la modernité et le traditionnel, avec des maisons construites en synergie avec les spécificités de l'architecture locales, a-t-il expliqué. La fondation «Amidoul» tient, à travers ce nouveau ksar de 1 050 habitations contenant une population de plus de 5 000 âmes, à marquer comme nos aïeux l'histoire de la région, en construisant avec des matériaux du terroir et en alliant l'architecture et le développement durable avec un intérêt particulier à la préservation de l'environnement et le bien-être ensemble, a-t-il ajouté. Cette expérience d'édification du nouveau ksar Taflelt, en préservant l'identité culturelle et architecturale de la région ainsi que le sys-

tème d'exploitation viable de l'écosystème oasien est devenu une curiosité et a séduit de nombreux chercheurs, architectes et autres touristes. La notoriété architecturale, les valeurs culturelles et pédagogiques de la vallée du M'zab sont d'une importance mondiale qu'il faut préserver, estimant de nombreux acteurs de l'activité touristique de la région. Pour cela, les pouvoirs publics ambitionnent d'insuffler un nouvel élan à la région de Ghardaïa durement touchée par la crise du tourisme international, à l'instar d'autres régions, en préservant et valorisant le patrimoine architectural unique classé. La mise en valeur et la préservation de ces chefs-d'œuvre architecturaux uniques, ingénieusement construits par les premiers habitants de la région et serpentés par une vallée, se concrétisent à travers le lancement d'un plan de sauvegarde de la vallée du M'zab classée «Secteur sauvegardé» en 2005 par décret exécutif N° 05/209. Ce plan de sauvegarde en conformité avec la loi 04/98 du 15/07/1998 sur le patrimoine est en cours d'élaboration par un bureau d'études, avec un retard considérable, estimant les responsables locaux de la culture.

Slim O./APS

Pétrole

Le Brent à plus de 63 dollars hier à Londres

■ Les prix du pétrole se stabilisaient hier en cours d'échanges européens, alors que les marchés attendaient les données hebdomadaires du Département américain de l'Energie (DoE) sur les réserves des Etats-Unis.

Par Salem K.

A la mi-journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février valait 63,80 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, au même niveau qu'à sa clôture mardi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, prenait 19 cents à 57,75 dollars. Dans un marché calme aux volumes réduits, les analystes se focalisaient sur les réserves américaines de pétrole. Alors que le DoE publiera ses données en cours de séance, la fédération professionnelle de l'American petroleum institute (API) a déjà fait état d'une baisse des stocks de brut et de produits distillés mais d'une hausse de ceux d'essence. «Avec une solide baisse des stocks de brut, cela fait une troisième semaine consécutive de recul», ont noté les analystes. Alors que la hausse de la production américaine est vue par les analystes comme un risque pour les prix en 2018, tout signe d'une demande dépassant la production profite aux cours. «Nous évitons de nous emballer avec les baisses de réserves de brut en fin d'année, car cette tendance tend à s'inverser dès le début de l'année suivante», a prévenu un expert. L'analyste a cependant relevé que les réserves de produits distillés étaient déjà à des niveaux bas, et qu'une confirmation d'une nouvelle baisse soutiendrait les prix. Les analystes tablent sur une baisse de 3,15 millions de barils pour le brut, sur une hausse de 2,3 millions de barils pour l'essence, et sur une progression des stocks de produits distillés de 250 000



PH.D. R.

barils, selon la médiane d'un consensus d'analystes. Depuis le début de la semaine, les cours s'inscrivent en légère hausse, galvanisés par des perturbations de la production, notamment en mer du Nord avec la fermeture du pipeline de Forties, par lequel est acheminé l'équivalent de plus de 400 000 barils de brut par jour. Ineos, l'opérateur du pipeline, a affirmé mardi que les réparations pourraient prendre entre deux et quatre semaines à compter de la fermeture de l'oléoduc, le 11 décembre.

Le prix du panier Opep à 61,72 dollars

Le prix du panier de référence du brut de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) s'est établi mardi à 61,72 dollars le baril, contre 61,64 dollars la veille, a indiqué hier l'organisation sur son site web. Introduit en 2005, le panier de référence de l'Opep comprend quatorze types de pétrole, dont le Sahara Blend (Algérie), l'Iran Heavy (Iran), Es-Sider (Libye), Basra Light (Irak), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie saoudite), Girassol (Angola) et le Mery (Venezuela). Hier, le prix du pétrole se stabilisaient en cours d'échanges européens alors que les marchés attendaient les données hebdomadaires du Département américain de l'Energie (DoE) sur les réserves des Etats-Unis. A la mi-journée à Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en

février valait 63,80 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE), au même niveau qu'à sa clôture mardi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, prenait 19 cents à 57,75 dollars. Mardi, en fin de journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février valait 63,62 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres. Cette stabilisation des prix de l'or noir intervient au moment où des analystes se focalisaient sur les réserves américaines de pétrole, sachant que la fédération professionnelle de l'American petroleum institute (API) a déjà fait état d'une baisse des stocks de brut et de produits distillés mais d'une hausse de ceux d'essence. «Avec une solide baisse des stocks de brut, cela fait une troisième semaine consécutive de recul», ont noté des analystes. Alors que la hausse de la production américaine est vue par les analystes comme un risque pour les prix en 2018, tout signe d'une demande dépassant la production profite aux cours. A signaler que les analystes tablent sur une baisse de 3,15 millions de barils pour le brut, sur une hausse de 2,3 millions de barils pour l'essence, et sur une progression des stocks de produits distillés de 250 000 barils, selon la médiane d'un consensus d'analystes compilé par l'agence Bloomberg. Pour

rappel, l'Agence internationale d'énergie a relevé jeudi dans son rapport mensuel ses prévisions de production pour les pays non Opep pour 2018. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a pour sa part indiqué dans son rapport publié mercredi dernier, qu'en 2018, la production de brut de l'Opep devrait atteindre 33,2 mb/j, un chiffre supérieur aux niveaux de production de cette année (32,8 mb/j), mais moins qu'anticipé jusqu'alors. Selon le rapport, la production de brut de l'organisation a baissé en novembre, précisant que les quatorze pays de l'organisation ont pompé un total de 32,45 mbj en novembre, soit 133 000 barils par jour de moins qu'en octobre. Le déclin a surtout été marqué en Angola, en Arabie saoudite, au Venezuela et aux Emirats arabes unis. Fin novembre, l'Organisation et ses partenaires, dont la Russie, ont renouvelé, jusqu'à fin 2018 un accord de baisse de la production, qui vise à rééquilibrer le marché mondial et à redonner des couleurs aux prix du baril. La croissance de la demande mondiale de pétrole devrait pour sa part atteindre 1,51 mb/j en 2018 (contre une précédente prévision de 1,26 mb/j), pour atteindre 98,45 mb/j, estime par ailleurs l'Opep selon qui la demande a aussi été plus forte que prévu cette année. Pour les pays non Opep, l'offre devrait progresser de 0,99 mb/j pour atteindre un total moyen de 58,81 mb/j sur l'année 2018. La croissance

devrait encore être forte aux Etats-Unis avec l'essor des pétroles non conventionnels. L'Opep table toutefois dans l'ensemble sur «une nouvelle réduction des stocks mondiaux excédentaires, conduisant à un marché équilibré d'ici la fin 2018». Le rapport note par ailleurs des «indications grandissantes sur le fait que le marché s'achemine tranquillement vers un rééquilibrage» sur fond de stocks en diminution, de demande saine et de tensions géopolitiques. Il y a quelques jours, le secrétaire de l'organisation, Mohammed Barkindo, avait estimé que «le processus de rééquilibrage du marché est en bonne voie, soutenu par des niveaux de conformité historiquement élevés de la part des pays participant aux accords de limitation de la production».

S. K./APS

Gaz Signature d'un avenant à un contrat Sonatrach-BP- Statoil

LE GROUPE Sonatrach et les firmes britannique British Petroleum et norvégienne Statoil ont signé, hier à Alger, un avenant au contrat gazier d'In Amenas pour un montant de plus 500 millions de dollars afin d'accroître les réserves du périmètre d'In Amenas. L'augmentation de ces réserves se fera à travers un potentiel additionnel de 11 milliards de m3 de gaz moyennant la mise en œuvre d'un programme d'investissement supplémentaire de plus de 500 millions de dollars, a-t-on expliqué lors de la cérémonie de signature. Ce programme permettra de maintenir un niveau de production commerciale du gisement de Tiguentourine au-delà de 2035.

R. E.

Etats-Unis

La baisse d'impôts adoptée au Sénat

La réforme de la fiscalité américaine a franchi hier l'étape décisive du Sénat, ouvrant la voie à une victoire politique majeure du président Donald Trump, bien qu'un ultime vote technique soit encore nécessaire dans l'autre chambre du Congrès. Le Sénat, à majorité républicaine, a adopté le texte de refonte de la fiscalité et de baisse des impôts par 51 voix contre 48, peu avant une heure

du matin (06h00 GMT). Tous les républicains présents ont voté oui, tandis que l'opposition démocrate s'est unanimement opposée. Mais les sénateurs démocrates ont fait retoquer trois articles mineurs violant, selon eux, des règles de procédure sénatoriale, notamment un article du sénateur conservateur Ted Cruz qui aurait autorisé les parents scolarisant leurs enfants

à domicile à profiter d'avantages fiscaux normalement réservés à l'enseignement supérieur. Les deux chambres du Congrès devant adopter des textes identiques au mot près, la Chambre des représentants va donc devoir revoter mercredi, après avoir adopté la réforme mardi. Le résultat de ce nouveau vote ne devrait pas changer. «Et alors ? Nous sommes très contents de pouvoir

voter deux fois pour baisser les impôts», a balayé l'élu républicain Kevin Brady sur Fox News. Le texte final que le Congrès s'apprête à envoyer pour signature à Donald Trump est un compromis entre des versions adoptées par chacune des chambres en novembre et décembre. La réforme s'appliquera dès 2018, pour les entreprises et les particuliers.

K. L.

Sites archéologiques d'El Bayadh

Des représentants de 25 agences touristiques du pays en visite

■ Les représentants de 25 agences touristiques de plusieurs régions du pays ont entamé mardi une visite d'exploration de sites archéologiques de la wilaya d'El Bayadh, dans la perspective de promouvoir le tourisme, a-t-on appris du directeur du tourisme de la wilaya.

Par Omar D.

Seulon Khouna Aberrahmane, les représentants des agences touristiques activant dans des wilayas du pays sillonneront, deux jours durant en compagnie de 10 investisseurs intéressés par le domaine touristique, des ksours, oasis pittoresques et sites de gravures rupestres datant de la préhistoire, dans le but de promouvoir le tourisme et d'encourager l'investissement touristique

dans la wilaya. Cette visite, a-t-il souligné, fait suite à une invitation pour découvrir des trésors d'El Bayadh et prendre connaissance des grands atouts touristiques de la région. M. Khouna a affirmé que ses services sont prêts à fournir toute l'aide aux agences de tourisme et aux investisseurs et autres intéressés dans le domaine du tourisme, pour développer le secteur et l'impulser. Par ailleurs, le même responsable a fait savoir que le nombre de touristes étrangers ayant visité la wilaya depuis le



début de l'année en cours et jusqu'à fin novembre dernier a atteint plus de 450 touristes, en plus de plus de 10 000 visiteurs venus des quatre coins du pays. La wilaya d'El

Bayadh dispose de six hôtels dont quatre au chef-lieu de wilaya, deux autres à Bougtob et Labiodh Sidi Cheikh pour une capacité d'accueil globale de 302 lits, selon la même source. Il

est prévu la réception prochaine de 10 établissements hôteliers d'une capacité totale de 1.051 lits répartis à travers la wilaya et 6 motels avec une capacité totale de 296 lits.

O. D./APS

Lutte contre la criminalité en milieu urbain à Ain Defla

Plus de 1 100 opérations inopinées lancées durant les onze premiers mois de l'année

Au total, 1 188 opérations de lutte contre la criminalité en milieu urbain ont été menées de janvier à novembre de l'année en cours à Ain Defla, soit 200 opérations de moins par rapport à la même période de l'année dernière (1388), a-t-on appris mardi d'un responsable de la Police judiciaire de la sûreté de wilaya. La mise en service de moyens modernes permettant d'appréhender des personnes recherchées pour divers mobiles (vol de voitures et trafic

de drogue, entre autres) notamment lors des patrouilles nocturnes explique, en grande partie, cette baisse, a indiqué le responsable de la cellule d'analyse pénale au sein de la Police judiciaire, le lieutenant Abdelkader Zerrouk, au lendemain de la célébration de la Journée arabe de la Police. Quelque 2820 points ont été ciblés au cours de ces opérations auxquelles près de 10300 policiers ont pris part, a précisé le lieutenant Zerrouk, faisant état de

263 personnes présentées devant la justice. S'agissant des psychotropes, le même officier a fait état de 48 affaires traitées, soit 26 affaires de plus par rapport à 2016 (22), imputant cette hausse aux efforts déployés en matière de lutte contre la drogue. «Lorsque l'état se resserre sur les trafiquants de drogue, notamment ceux versés dans le kif traité, il est clair qu'en guise de compensation, les consommateurs ne peuvent qu'opter pour les psycho-

tropes», a-t-il expliqué, faisant état de 296 individus impliqués dans la détention et la consommation des psychotropes, soit plus que le nombre recensé à la même période de 2016 (251). Le lieutenant Abdelkader Zerrouk a, dans ce contexte, souligné la détermination de ce corps de sécurité à combattre ce fléau ravageur aux conséquences néfastes particulièrement au sein des jeunes scolarisés, faisant part du lancement d'opérations inopinées aux abords

des établissements scolaires. Les crimes électroniques, dont notamment la diffamation et l'escroquerie, ont, pour leur part, connu une hausse durant les 10 premiers mois de l'année en cours (19 contre 14 l'année dernière), a fait remarquer le lieutenant Zerrouk, imputant cet état de fait au développement fulgurant des technologies de l'information et de la communication et la facilité déconcertante à y accéder. Evoquant les crimes touchant les biens, il a fait état de 1 320 affaires traitées durant la période considérée dont 253 liées au vol qualifié et 17 autres se rapportant à la création de groupes de malfaiteurs. La célébration de la Journée arabe de la Police été marquée à Ain Defla par une opération de remise de grades au profit de 153 éléments de police. La promotion a notamment concerné un commissaire principal, trois commissaires de police et 87 brigadiers au cours d'une cérémonie organisée à l'occasion au niveau de la maison de la culture Emir Abdelkader de la ville.

O. N.

Médéa/Après deux cas de décès par morsures

Lancement prochain de la campagne d'abattage de chiens errants

Une campagne d'abattage de chiens errants, à l'origine de deux cas de décès par morsure enregistrés durant l'année en cours, sera prochainement lancée à travers la wilaya de Médéa dans le but d'endiguer ce phénomène qui représente un danger pour la santé publique, a déclaré mardi le wali. «Des dispositions ont été déjà prises pour l'acquisition de lots de cartouches en prévision du lancement de cette campagne, qui devrait cibler en priorité les agglomérations urbaines où il est constaté une prolifération de chiens

errants», a indiqué M. Mohamed Bouchemma, en marge d'une réunion consacrée à l'examen du secteur de la santé. «Des opérations d'abattage systématique de chiens errants seront menées au niveau de ces agglomérations, sous la supervision du personnel des bureaux d'hygiène communaux (BHC) et de la santé, une fois les lots de cartouches livrés aux services compétents de la wilaya», a-t-il expliqué. Le chef de l'exécutif local a tenu à souligner le caractère «urgent» de cette campagne, après le décès des suites de mor-

sures de chiens errants d'un enfant de sept ans à Bouskène et d'une personne âgée de 78 ans, dans la commune de Souagui, tout en insistant sur l'implication des clubs de chasses locaux et d'autres services dans cette campagne. Selon des statistiques fournies par la direction de la santé, il a été recensé en 2017 pas moins de 1 730 cas de morsures par des chiens errants, soit plus de 63% de l'ensemble des cas de morsures d'animaux enregistrés durant l'année en question.

Hania Y.

Séminaire «Les jeunes chercheurs et la problématique méthodologique»

Ouverture de la 4^e édition à Tlemcen

Les travaux de la 4^e édition du séminaire national sur «Les jeunes chercheurs et la problématique méthodologique» ont été ouverts, mardi, à l'université Abou Bakr-Belkaid de Tlemcen (UABT) en présence d'enseignants et de doctorants de plusieurs wilayas du pays. Intervenant à cette occasion, le vice-recteur chargé des relations extérieures a mis l'accent sur l'importance de cette manifestation scientifique qui a regroupé toute la composante des sciences sociales et humaines en vue d'enrichir un dynamisme au dialogue et aux échanges d'idées entre la communauté des chercheurs, notamment les jeunes.

Pour sa part, le directeur du centre de recherches anthropologiques et sociales Fâailoune, une institution scientifique ouverte à tous, le D^r Yamine Rahal, a affirmé que son établissement est ouvert à tous les chercheurs et universitaires, qui pourront bénéficier des prestations et services organisés en matière d'universités d'été, de rencontres scientifiques et pourront, également, publier leurs recherches dans les revues du centre. Le responsable du conseil scientifique du laboratoire organisateur de l'événement, celui du dialogue entre les religions et civilisations du bassin méditerranéen de l'UABT, le D^r El Ghali

Benlebbad, a rappelé, quant à lui, que le laboratoire se penche sur cette problématique, depuis 2015, respectivement, à Tunis et Sétif (2015), puis Cherrhell (2016) et Tlemcen cette année, précisant que l'objectif primordial de ce laboratoire reste l'instauration du dialogue et de la tolérance entre chercheurs en vue de les rassembler autour de la table des sciences humaines et sociales. Dans ce cadre, a-t-il affirmé, la revue du laboratoire, la pensée méditerranéenne, a dépassé son 15^{ème} numéro en s'enrichissant régulièrement d'écrits et d'essais d'universitaires, en plus de l'organisation de rencontres scientifiques natio-

nales et internationales. Les sciences humaines et sociales ont pour facteur commun, a-t-il précisé, l'être humain qui a besoin de méthodes de recherche fiables et objectives loin de toute exclusion, car elles visent l'identité, la religion et la culture. Donnant lecture d'un essai du directeur du laboratoire, le professeur Saidi Mohamed, Ghali Benlebbad, a relevé que certaines méthodologies arabes ont échoué en théorie et pratique car connaissant un grand vide en matière méthodologique, d'où la nécessité de revoir ces règles méthodologiques en posant de nouvelles règles de pensée arabes allant de pair avec le

développement enregistré de par le monde. Tout en signifiant l'ouverture de la pensée à tout débat ou dialogue, l'orateur a estimé que le discours arabe doit éviter toute déviation nuisible à la société. Plusieurs communications sont programmées lors de cette rencontre de deux jours, notamment, le rôle des valeurs religieuses dans l'attachement de la société, étude monographique de la zone de Timimoun, les pratiques religieuses et festives et leur relation avec l'activité agricole, étude anthropologique de Bir Edhab à Tébessa et la laïcité, lecture critique du projet du penseur égyptien Mourad Hebba.

Khaled F.



Libye

Entre 5 000 et 10 000 réfugiés seront évacués en 2018

■ Le HCR avait lancé le 11 décembre un appel urgent pour accueillir avant fin mars 2018 quelque 1 300 réfugiés «extrêmement vulnérables» bloqués en Libye, après les révélations d'abus horribles dont sont victimes les migrants dans ce pays.



Par Tahar D.

Le Haut-commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR) compte évacuer vers des pays tiers entre 5 000 et 10 000 réfugiés en situation très vulnérable en Libye, a annoncé mardi son représentant en Libye Roberto Mignone.

«En 2018, nous allons essayer d'envoyer entre 5 000 et 10 000 réfugiés les plus vulnérables vers des pays tiers. Nous ne pouvons pas fournir un chiffre exact parce que cela dépendra du nombre de réfugiés qui pourront

être accueillis par des pays de l'Europe, Canada ou autres», a déclaré M. Mignone dans une interview à l'AFP.

Le HCR avait lancé le 11 décembre un appel urgent pour accueillir avant fin mars 2018 quelques 1 300 réfugiés «extrêmement vulnérables» bloqués en Libye, après les révélations d'abus horribles dont sont victimes les migrants dans ce pays.

Selon M. Mignone, depuis novembre, une centaine de réfugiés ont déjà été évacués vers le Niger voisin, où leurs dossiers sont examinés par les pays d'accueil qui ne disposent pas d'am-

bassade fonctionnelle en Libye. A l'exception de l'Italienne, toutes les ambassades des pays occidentaux sont fermées depuis 2014 en raison des violences.

Un premier groupe d'une vingtaine de réfugiés est arrivé lundi en France, leur nouveau pays d'accueil, et un millier de réfugiés au total devraient être évacués avant fin janvier 2018.

Plus de 44 300 migrants sont enregistrés auprès du HCR en tant que réfugiés en Libye. 85% d'entre eux sont Syriens, Irakiens et Palestiniens établis déjà en Libye depuis plusieurs années,

selon le HCR.

Autant de personnes qui pourraient être éligibles au statut de réfugiés ne sont pas sur la liste du HCR, a indiqué M. Mignone, même s'il est «difficile d'en déterminer le nombre exact», a-t-il dit, précisant qu'en Libye, sont enregistrés automatiquement comme réfugiés les ressortissants d'Irak, Syrie, Territoires palestiniens, Somalie, Erythrée ainsi que les Soudanais du Darfour ou les Ethiopiens de l'ethnie Oromo.

Plus de 25 000 Nigériens retenus dans des camps d'esclaves

Plus de 25 000 Nigériens ont été retenus comme esclaves dans des camps en Libye, a déclaré mardi l'Agence nationale pour l'interdiction de la traite des personnes (NAPTIP) du Nigeria.

Jusqu'à présent, seules 5 000 victimes ont été rapatriées avec l'assistance de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et de l'Union européenne (UE), a révélé la directrice générale de la NAPTIP, Julie Okah-Donli.

Selon elle, la récente résurgence du commerce des esclaves est alarmante et exige plus d'attention de la part de la communauté internationale.

Le Nigeria évoquera sans cesse la question de la traite des êtres humains dans les instances internationales et le pays s'efforcera d'améliorer sa répon-

se aux migrations irrégulières, a ajouté M^{me} Okah-Donli.

Début décembre, le gouvernement nigérien avait affirmé avoir identifié 2 778 de ses citoyens retenus dans des camps en Libye dans des conditions extrêmement difficiles.

Le gouvernement nigérien s'est engagé à poursuivre le rapatriement de ses ressortissants par l'intermédiaire de son ambassade en Libye, qui continue à travailler avec le gouvernement libyen ainsi que d'autres parties prenantes pour protéger les migrants nigériens dans le pays.

T. D./APS

Mauritanie Près de 65% du financement de la force du G5 Sahel déjà acquis

LE G5 SAHEL (Mauritanie, Burkina Faso, Niger, Mali et Tchad) a déjà pu engranger près de 65 % des financements de 423 millions d'euros nécessaires pour mettre en place une force de 5 000 hommes avec pour mission de lutter contre les groupes terroristes dans le Sahel, a annoncé le secrétaire permanent de cette organisation, le Nigérien El Haj Mohamed.

Reçu mardi par le chef de l'Etat mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz, dont le pays abrite le siège du G5 Sahel, le responsable du G5 Sahel a déclaré que «le point principal (de cette rencontre) concernait surtout la force commune du G5 Sahel qui est en train de se mettre progressivement en place».

«Il voudrait qu'à partir de cet instant le Secrétariat permanent marque sa totale responsabilité sur l'ensemble des actions décidées par les chefs d'Etats en ce qui concerne la bonne conduite des activités du G5 Sahel à l'avenir», a-t-il ajouté. Créé en décembre 2014, le G5 Sahel fête mardi sa troisième année.

La force conjointe du G5 Sahel, dont le commandement général se trouve à Sévrou au Mali, doit atteindre d'ici mars 2018 sa pleine capacité avec un effectif de 5 000 hommes, répartis en sept bataillons, dont deux bataillons seront fournis par le Mali et le Niger, un par le Tchad, un par le Burkina Faso et un par la Mauritanie.

Yanis G.

Podemos au sujet du Sahara occidental occupé

«Les militants des droits de l'Homme doivent pouvoir exercer leurs pouvoirs de défendre les droits humains»

La sénatrice du parti espagnol (Podemos) de Navarre, Idoia Villanueva a demandé au Sénat espagnol de «garantir le droit aux militants et représentants politiques de défendre les droits humains dans les territoires occupés du Sahara occidental».

Idoia Villanueva a également demandé la comparaison devant le sénat du secrétaire d'Etat espagnol aux affaires étrangères afin d'«expliquer les mesures que le gouvernement espagnol compte prendre pour garantir aux activistes et représentants politiques espagnols d'exercer leurs activités de défense des droits de l'Homme là où le besoin se fait sentir sans être empêchés comme cela se passe dans les territoires sahraouis occupés».

Tout en rappelant ce qui est arrivé à l'activiste des droits humains Helena Maleno accusée par le Maroc de «trafic de personnes parce qu'elle défend le droit à la vie», la sénatrice de Navarre a assuré qu'elle «continuera à défendre ceux qui défendent les personnes les plus vulnérables».

La solidarité, a-t-elle précisé «ne peut être pénalisée et la défense des droits de l'Homme devrait être la préoccupation de tous, soit dans la politique interne ou dans la politique étrangère».

Cette demande intervient après l'approbation d'une déclaration officielle du Parlement de Navarre de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui. Dans cette déclaration, les parlementaires de Navarre ont réitéré leur appel au gouvernement de l'Espagne d'«exiger du Maroc le respect scrupuleux de la légalité internationale et de prendre les mesures nécessaires pour assurer aux militants des droits de l'Homme et aux politiciens le droit d'exercer librement leurs activités dans les territoires occupés du Sahara occidental».

Dans sa déclaration institutionnelle de soutien au Sahara occidental, le parlement de Navarre avait souligné l'engagement provincial de Navarre à une «solution pacifique du conflit au Sahara occidental». Ce parlement avait également réaffirmé sa totale soli-

darité avec le peuple sahraoui qui va de l'aide humanitaire jusqu'au soutien des droits politiques du peuple sahraoui dans le cadre des résolutions de l'ONU.

Le Maroc exerce un embargo sur les territoires sahraouis occupés en empêchant l'accès à ces territoires, aux observateurs et aux militants des droits de l'Homme étrangers, aux délégations de juristes, aux journalistes.

Des dizaines de personnes de diverses nationalités ont été expulsées de ces territoires durant ces dernières années.

La dernière expulsion d'une observatrice norvégienne remonte au 14 décembre dernier. Tone Moe a été arrêtée à Laâyoune par la police marocaine qui l'a contrainte à se rendre à Agadir. «Accréditée en tant qu'observatrice lors du procès du groupe de Gdeim Izik, l'observatrice norvégienne s'était rendue à Laâyoune pour se réunir avec les familles des prisonniers», a-t-elle indiqué à la presse espagnole.

R. M.

Importation véhicules

Pas de licences pour 2018, les concessionnaires en crise

Page animée par Ali Zidane

Un nouveau dispositif d'encadrement des importations est prévu à partir de l'année prochaine en application de la loi de finances 2018, a annoncé mardi à Alger le ministre du Commerce, Mohamed Benmeradi. De cet fait, selon le ministre, après accord du gouvernement, le secteur du commerce envisage de mettre en place, pour l'année 2018, un seul contingent quantitatif concernant

les véhicules automobiles (transport de marchandises, transport de personnes et véhicules de tourisme) à l'exclusion des collections CKD/SKD destinées au montage et de certains véhicules et engins spéciaux, a poursuivi M. Benmeradi. Mais ce contingent ne sera ouvert qu'en cas de nécessité, a-t-il précisé lors d'un point de presse tenu en marge de cette réunion.

D'une autre manière, les licences d'importation pour les véhicules neufs ne seront pas réinstaurées en 2018, sauf «en

cas de nécessité». «Nous avons gardé les licences uniquement pour les véhicules de transport de personnes pour faire de la régulation. Un contingent est prévu et il ne sera ouvert qu'au besoin en fonction de l'évolution de la production nationale», a affirmé le ministre.

Par cette décision, le gouvernement vient ainsi de mettre fin au système de quotas des véhicules importés. Cela veut dire aussi que beaucoup de concessionnaires automobiles, (ou ce qui en reste) vont mettre la clef



Ph. > Ali Zidane/AF

Euro Repar Car Service s'implante en Algérie

Pour l'amélioration de la qualité de service

Euro Repar Car Service, l'enseigne mondiale spécialisée dans l'entretien et dans la réparation automobile multimarque du Groupe PSA inaugure aujourd'hui son premier garage algérien dans la wilaya d'Alger, commune des Eucalyptus.

En présence d'Yves Peyrot Des Gachons, directeur de la zone Maghreb et président directeur général de Peugeot Algérie, de Ahmed Lotfi ADI, directeur Pièces et Service de Peugeot Algérie et Georges Saïd, Responsable développement international à la Direction Pièces et Services du groupe PSA, le lancement d'Euro Repar Car Service Algérie marque une étape importante dans le plan de développement mondial de l'enseigne qui compte actuellement plus de 3 000 adhérents dans plusieurs pays d'Europe ainsi qu'en Chine, en Tunisie, au Brésil et, depuis le mois dernier, en Argentine.

L'ambition est d'atteindre 10 000 garages d'ici 2021 et de faire d'Euro Repar Car Service le réseau de réparation multimarque de référence pour les automobilistes.

«Nous sommes fiers de lancer



en Algérie l'enseigne d'entretien et de réparation multimarque du Groupe PSA. C'est une offre alternative pour les conducteurs algériens de véhicules de toutes marques, qui cherchent un service après-vente de qualité, de proximité, à un prix compétitif», a déclaré Yves Peyrot Des Gachons

«Notre ambition est de dépasser 100 sites à moyen terme. Nous invitons tous les réparateurs multimarques algériens soucieux de la satisfaction client et de la qualité de service à rejoindre Euro Repar Car Service. Il s'agit pour eux d'une excellente opportunité de pouvoir bénéficier du soutien d'une enseigne internationale tout en préservant leur indépendance et

leur flexibilité», a souligné M. Adi. «Nous préparons l'ouverture prochaine de huit sites : Alger, Annaba, Constantine, Ain El Beida, Batna, Tizi Ouzou, Blida et Chlef. Ce seront les premiers sites d'un réseau qui va se développer rapidement pour être au plus proche de nos clients», a ajouté M. Adi.

L'après-vente multimarque joue un rôle fondamental dans le plan stratégique mondial «Push to Pass» du Groupe PSA, qui prévoit un élargissement de sa base client. L'ambition : répondre aux besoins de tous les clients après-vente dans le monde, quels que soient leur pouvoir d'achat, la marque et l'âge de leur véhicule.

sous le paillason et déclarer faillite. D'ailleurs, beaucoup parmi eux ont licencié du per-

sonnel et réduit au strict minimum leur présence sur le marché.

Industrie automobile

Une usine de l'électronique appliquée pour 2018

L'industrie nationale sera renforcée prochainement par une nouvelle usine spécialisée dans l'électronique appliquée au secteur automobile qui positionnera l'Algérie au rang de «premier pays producteur en ce domaine sur le continent africain pour certains équipements», a annoncé jeudi à Oran l'opérateur économique artisan de cette opération.

La nouvelle usine est implantée dans la zone industrielle de Tamazoura dans la wilaya d'Aïn Témouchent, où sa mise en service est programmée pour «début 2018», a indiqué Ali Maamri, dans une déclaration à l'APS en marge de la 17^e édition du Salon de l'automobile, des cycles et motos de l'Ouest (AutoWest 2017).

«Quelque 120 emplois directs et 200 autres indirects seront générés dès l'entrée en fonction de cette entité industrielle qui verra la sortie de différents équi-

pements embarqués, dont certains actuellement produits dans seulement six pays au monde, hors du continent africain», a-t-il affirmé. «Tous les prototypes sont prêts pour aborder le passage à l'étape de production qui permettra la couverture du marché national, tandis qu'une partie est destinée à l'exportation», a fait savoir M. Maamri.

L'usine en voie de création est bâtie sur une assiette de 8 300 mètres carrés, abritant les laboratoires de test électronique, a expliqué l'investisseur, se félicitant de la construction innovante qui fonctionnera avec l'énergie photovoltaïque et des procédés préservant l'environnement. Cet opérateur économique est à la tête d'une société spécialisée dans la géolocalisation, basée à Oran, qui a, à son actif, la mise en œuvre de plusieurs solutions technologiques depuis sa création en 2012.

Kia Al Djazair Le K2700 disponible en trois finitions

LE PETIT utilitaire de Kia Al Djazair, le K2700, est exposé actuellement au Salon de l'automobile de l'ouest algérien Autowest qui se poursuit toujours à Oran. Selon Karim Cheriet, le directeur général de Kia Al Djazair, le nouveau venu est disponible actuellement à la commande en trois variantes, à savoir le Cargo, le Frigo et le châssis nu avec une motorisation diesel accouplée à une boîte de vitesses manuelle à cinq rapports. Pour rappel, la filiale du groupe GMI et représentant officiel de Kia Al Algérie, inaugure sa première participation au Salon Autowest 2017 par le lancement des commandes de la nouvelle Kia Cerato.

Partenariat Groupe Renault et Brilliance China Production de 150 000 véhicules utilitaires par an



un objectif de vente de 150 000 unités par an d'ici 2022 et une accélération de l'électrification des moteurs. Le comité provincial du Parti communiste chinois (PCC) pour le Liaoning et le gouvernement de la province du Liaoning ont soutenu la création de cette joint-venture, qui favorisera le développement économique de cette région du nord-est de la Chine. Chen Qiufa (secrétaire du comité provincial du PCC pour le Liaoning), Tang Yijun (gouverneur par intérim de la province du Liaoning) et d'autres représentants officiels ont assisté à la cérémonie d'inauguration.

La nouvelle joint-venture, baptisée «Renault-Brilliance-Jinbei Automotive

Company», compta des sites de fabrication dans le district de Dadong (Shenyang) et produira localement des véhicules dans trois segments clés : monospaces, fourgons de taille moyenne et fourgons lourds. Le marché chinois des VU est en pleine croissance, avec 3 millions d'unités vendues par an.

Pour créer la joint-venture, le Groupe Renault acquiert 49% des parts de Shenyang Brilliance Jinbei Automobile Co. Shenyang Brilliance Jinbei se restructure en joint-venture détenue à 51% par Brilliance China et à 49% par le Groupe Renault. Les entreprises ont signé un accord-cadre prévoyant la création de la joint-venture en juillet 2017.

Thierry Aubry est nommé P-DG de la joint-venture. Il possède de l'expérience dans les secteurs de la vente au détail, de la fabrication et de la distribution, aussi bien en Chine qu'en France.



Turquie

Une opposante lorgne la présidence et veut rétablir un système parlementaire

■ S'appuyant sur un nouveau parti qu'elle vient de créer, une figure dissidente de l'opposition turque ambitionne de déloger le président Recep Tayyip Erdogan en 2019 et d'annuler les pouvoirs renforcés qu'il a fait adopter par référendum.

Par Rosa C.

Meral Aksener, 61 ans, première femme ministre de l'Intérieur en Turquie, entre 1996 et 1997, a affirmé lors d'un entretien à l'AFP qu'elle envisage de se présenter face à M. Erdogan lors du scrutin prévu en 2019. Son dessein est un secret de polichinelle depuis qu'elle a lancé, fin octobre, le Bon Parti, un peu plus d'un an après son expulsion de la formation nationaliste MHP après avoir échoué à en prendre la tête.

La naissance d'une nouvelle force conservatrice emmenée par une figure charismatique constitue un événement politique important sur la scène politique turque, dominée depuis 15 ans par M. Erdogan et son parti isla-

mo-conservateur AKP. Le Bon Parti pourrait en effet épiétrer sur les voix de l'AKP, soulignent les experts, et M^{me} Aksener s'efforce de rallier les mécontents de M. Erdogan en jurant de détricoter une réforme constitutionnelle controversée adoptée par référendum en avril dernier.

Cette réforme, dont les principales dispositions entreront en vigueur après la présidentielle de 2019, instaure un système présidentiel en Turquie, transférant l'ensemble des pouvoirs exécutifs au chef de l'Etat. Avec ce système, «vous donnez tout ce qu'il y a en Turquie, tous les pouvoirs, toutes les décisions à une seule personne», critique M^{me} Aksener. «Dans notre programme, nous avons inscrit la promesse de ramener (le système parlementaire)», déclare-t-elle à l'AFP.



PH. S. D. R.

de ses proches conseillers dans les années 1990. Se décrivant comme une nationaliste, conservatrice en matière de religion, M^{me} Aksener rejette les comparaisons avec la présidente du Front national, parti d'extrême droite française, Marine Le Pen.

«Il y a une grande différence entre le nationalisme européen et la vision du nationalisme en Turquie», souligne celle qui pendant la campagne pour le référendum brandissait un drapeau turc dessiné au henné sur la paume de sa main.

M^{me} Aksener soutient en outre que la rhétorique des nationalistes turcs est exempte de tout racisme.

M^{me} Aksener, également surnommée par certains la «Dame de fer» turque en référence à l'ancienne Première ministre britannique Margaret Thatcher, assure par ailleurs que le gouvernement qui formerait son parti en cas de victoire s'efforcerait de rétablir de bonnes relations avec l'Occident.

Cette année, la Turquie a traversé de nombreux épisodes orageux avec ses alliés occidentaux, dont l'Allemagne et les Etats-Unis.

«Nous pensons que les problèmes avec l'Occident peuvent être résolus», dit-elle. M^{me} Aksener dit soutenir le processus d'adhésion à l'Union européenne, expliquant à l'AFP que les discussions doivent se poursuivre, alors que les négociations sont au point mort depuis plusieurs années. R. C.

2019 sera une année électorale chargée en Turquie, avec des élections municipales en mars suivies d'élections présidentielle et législatives le 3 novembre. Au cours de l'entretien, mené au siège de son parti à Ankara, Mme Aksener a affirmé que ses collègues «souhaitent» qu'elle soit la candidate du parti en 2019.

«A l'heure actuelle, il semble que je serai (la candidate), et j'y suis disposée», affirme-t-elle, installée sous un portrait du fondateur de la République turque, Mustafa Kemal Atatürk.

Mais M^{me} Aksener explique que son parti se prépare aussi à l'éventualité d'élections anticipées, alors que les rumeurs se multiplient sur la volonté du gouvernement d'avancer les élections par crainte d'une dégradation de la situation économique

d'ici 2019. L'une des dates évoquées dans les médias est le 15 juillet 2018, qui coïncide avec le deuxième anniversaire du coup d'Etat déjoué par M. Erdogan en 2016.

Outre la présidentielle, le Bon parti doit également relever le défi du seuil de 10% nécessaire aux législatives pour entrer au Parlement.

«Ce n'est pas un problème», assure M^{me} Aksener, dont le parti pense même pouvoir obtenir au moins 20% des voix. Les instituts de sondage sont plus mesurés, mais certains estiment que la formation a le potentiel nécessaire pour franchir la barre des 10%. En cas de victoire, M^{me} Aksener serait la première femme présidente en Turquie. Une seule a déjà occupé le poste de Premier ministre, Tansu Ciller, entre 1993 et 1996. Mme Aksener a été l'une



Points chauds

Droites

Par Fouzia Mahmoudi

Si Marine Le Pen se fait rare depuis quelques mois, que cela soit dans les médias ou dans les réseaux sociaux, son partenaire de la présidentielle, Nicolas Dupont-Aignan, lui, continue de s'afficher et d'essayer de se présenter comme une opportunité pour les Français de droite. Toutefois, il n'a pas hésité à l'occasion d'une récente interview à rendre la présidente du Front national responsable de leur «mauvais score à la présidentielle». En effet, il regrette que «les Français n'ont pas trouvé le programme assez crédible et assez sérieux». Avant de souligner : «J'ai fait un programme à la présidentielle qui était tout à fait honorable. On avait fait un compromis avec Marine Le Pen, qu'à mon avis elle n'a pas su vendre au débat». Si la convergence n'a pas pris dans l'opinion, il faut donc regarder du côté de la prestation de la dirigeante frontiste dans l'entre-deux tours. «Tout le monde (le regrette, ndr) et elle aussi j'imagine. Mais au-delà de la question du débat, quelle ligne politique? Il y a des choix majeurs à faire. On a le temps, il faut les faire sérieusement. Mais maintenant il faut gagner. On gagnera en élevant les excès, en gommant les aspirations, en rassemblant nos électeurs qui vont de LR au FN», martèle Dupont-Aignan. Qui relève encore que «les Français n'ont pas trouvé le programme assez crédible, et assez sérieux» car il faut l'expurger de «ce qui fait polémique». L'ancien maire de Yerres est plus enthousiaste quand il s'agit de son propre bilan : «J'ai quand même réuni 2 millions d'électeurs dans un contexte de vote utile avec 10 fois moins de moyens. J'ai brisé un tabou et j'en suis fier, de la division de la droite, absurde, et qui fait le feu depuis 20 ans d'une oligarchie minoritaire et je suis d'autant plus fier que ce geste que j'ai fait dans l'entre-deux tours me permet une liberté de parole». Celui qui «avait essayé d'infléchir avec bon sens le programme de Marine Le Pen», juge aujourd'hui qu'il est en position de «pactiser avec tout le monde». Nicolas Dupont-Aignan, qui s'imagine donc en point d'équilibre de tout l'éventail politique à droite, souhaite souligner un dernier point : «Il faut d'abord parler du fond avant de faire le petit jeu des personnalités : le star-system, c'est terminé. On a cinq ans sans présidentielle». D'ailleurs, dans la perspective d'un nouveau partenariat, la présidente du FN Marine Le Pen a déjeuné récemment avec son allié à la présidentielle pour évoquer «un éventuel partenariat» aux élections européennes de 2019. Un partenariat aujourd'hui plus délicat à mettre en place alors que le président de Debout la France est également en discussion avec l'ex-numéro deux du FN, Florian Philippot, pour une alliance avec le parti créé après son départ du mouvement frontiste. Dupont-Aignan qui soutient l'idée d'une alliance de tous les partis de droite et d'extrême droite, pourrait ainsi avoir du mal à convaincre Le Pen et Philippot de travailler ensemble alors qu'ils n'ont cessé ces derniers mois de se critiquer par médias interposés. Ainsi, avant d'envisager de former une coalition avec toutes les droites, il devra d'abord trouver un moyen de convaincre leurs dirigeants de travailler ensemble.

F. M.

Etat de droit

La Pologne face à la menace de sanctions inédites de l'UE

Après des mois de mises en garde, la Commission européenne pourrait déclencher cette semaine une procédure sans précédent contre le gouvernement polonais, resté sourd aux demandes d'infléchir ses réformes judiciaires controversées. Varsovie est convaincu que la Commission ne se contentera pas de faire un énième bilan d'étape, lors de sa réunion hebdomadaire, sur les «menaces systémiques» pesant selon elle sur l'indépendance de la justice en Pologne. Bruxelles «activera probablement» l'article 7 du traité de l'UE, a affirmé la semaine dernière le nouveau Premier ministre Mateusz Morawiecki, en marge d'un sommet européen à Bruxelles, regrettant d'avance une mesure «injuste» contre la Pologne. Encore jamais utilisée, cette procédure est parfois qualifiée d'«arme nucléaire» parmi les sanctions possibles contre un

Etat membre de l'UE, car elle peut déboucher, au terme d'une procédure complexe, sur une suspension des droits de vote au sein du Conseil de l'Union, l'instance regroupant les 28. Dans sa première phase, que pourrait lancer la Commission cette semaine, l'article 7 permet de «constater l'existence d'un risque clair de violation grave de l'Etat de droit dans un pays membre, avec l'aval nécessaire de 22 pays de l'UE». Mais d'éventuelles sanctions, comme le retrait des droits de vote, ne pourraient intervenir que lors d'une seconde phase, nécessitant au départ un vote à l'unanimité des pays européens (sans celui qui est visé). La Hongrie ayant déjà indiqué qu'elle y ferait obstacle, l'adoption effective de sanctions paraît improbable. Bruxelles compte cependant sur la portée symbolique du déclenchement de la procédure, qui permettrait d'impliquer tous les

Etats membres dans le débat. La Commission, soutenue dans ce dossier par Paris et Berlin, s'est refusée à confirmer qu'elle avait pris sa décision.

Son président, Jean-Claude Juncker, a laissé planer le doute mardi soir. «On n'est pas en situation de guerre avec la Pologne, on est dans une démarche difficile et j'espère qu'au bout du compte nous arriverons à nous rapprocher», a déclaré M. Juncker, interrogé sur la situation polonaise lors d'une conférence de presse conjointe avec le nouveau chancelier autrichien Sebastian Kurz.

«Toutes les passerelles ne sont pas rompues, je peux déjà vous le dire», a souligné le chef de l'exécutif européen. Toutefois, selon la ministre française des Affaires européennes Nathalie Loiseau, «si rien n'évolue d'ici demain, il y a de fortes probabilités que cette procédure démarre».



Festival de poésie féminine à Constantine

Loubna Maâlem décroche le premier prix

■ L'étudiante Loubna Maâlem de la résidence universitaire Ain El Bey 5 de Constantine a décroché, mardi, le premier prix du concours de la meilleure poésie, en clôture du festival national de poésie féminine pour son poème intitulé «Choujoun el Qamar».



Par Abia Selles

Une étudiante de la résidence universitaire Ain El Bey 5 de Constantine a décroché le premier prix du concours de la meilleure poésie, en clôture du festival national de poésie féminine. Cette manifestation qui a pris fin lundi a salué le talent et la créativité de l'étudiante Loubna Maâlem pour son poème intitulé «Choujoun el Qamar».

La deuxième place est reve-

nue à l'étudiante Nour El houa Benokacha de la même résidence universitaire pour son poème «Achaktou fiki Ethoura ya Djazair» alors que le troisième prix a été décerné à Nour El Yakine Gouasmia pour son poème «El Djazair».

Le rapporteur du jury, Réda Bourabaâ, a expliqué que ce concours, consacré aux étudiantes des différentes résidences universitaires relevant de la direction des œuvres universitaires d'Ain El bey, a vu la participation de 7 étudiantes ayant

concouru avec 9 poésies, dont 6 ont été avalisées.

Préalablement à la remise des prix qui a eu lieu au théâtre régional Mohamed Tahar-Fergani, la chanteuse constantinoise Soraya Sbirî, a enchanté les lieux de sa douce voix en interprétant des extraits de maoulouf, emplissant de chaleur le cœur des spectateurs en concluant avec la chanson «Mawtini» qu'elle a dédié à la Palestine.

La cérémonie de clôture a également constitué une occa-

sion pour honorer la célèbre écrivaine et femme de lettres Zineb Laâouadj ainsi que des poétesses ayant participé à cette édition.

A noter que la salle des conférences du théâtre régional, Mohamed Tahar-Fergani, a abrité dans la matinée une conférence sur «La poésie entre talent et créativité», présentée par le D' Leila Laâouir de l'université Emir Abdelkader des sciences islamiques de Constantine, en abordant notamment la nécessité de découvrir les talents dans le domaine de la poésie à travers la formation académique.

Cette intervention a été suivie par la lecture de poésies accompagnées par des notes musicales à l'aide du «oud», par Soumia Mahneche (Batna), Khadija Beldoumou (Tamanrasset), Amina Hazmoune et Fatima Zohra Bilouk, Kaouther Mesqaldji et Asma Mattar (Constantine), en sus d'une pièce théâtrale intitulée «Salalem Edhalma», écrite et réalisée par Kamel Ferrad.

La 9^e édition du Festival national de poésie féminine, placée sous le slogan «Inhati Echiâr oua lltahfi El hayet» a été marquée par des spectacles portant sur le

patrimoine culturel maghrébin en général et constantinois en particulier, ainsi que des soirées de poésie et des conférences axées sur la poésie féminine et des visites touristiques au profit des participantes.

A.S.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Galerie des ateliers Bouffé d'Art

Jusqu'au 13 janvier 2018 :
Exposition-vente collective de peintures avec les artistes Moussa Bourdine, Nouredine Chegrane, Moncef Guita et Rezki Zerati.

L'Institut Cervantès d'Alger (rue Khelifa-Boukhalifa, Alger-Centre)

Jusqu'au 25 janvier 2018 :
A l'occasion du 80^e anniversaire de la Guernica de Picasso, l'ambassade d'Espagne et l'Institut Cervantès d'Alger organisent une exposition intitulée «Dialogue hispano-algérien sur la Guernica».

Salle Le Maghreb (Oran)

Jeudi 21 décembre à 19h :
Spectacle du groupe Rythmosaic (Inde), dirigé par Mitul Sengupta.

Salle Ahmed-Bey (Constantine)

Musée d'art moderne d'Oran
Jusqu'au 4 janvier 2018 :
Exposition collective «Art Mature» de Abderrahmane Mekki, Mourad Belmekki, Othmane Mersali, Oulhaci Mohamed et Belhachemi Nouredine.

Opéra d'Alger Boualem-Bessaih (Ouled Fayet, Alger)
Du 20 au 25 décembre à 20h :
12^e édition du Festival international de musique andalouse et des musiques anciennes.

Librairie Les Beaux-Arts (rue Didouche-Mourad, Alger-Centre)

Jeudi 21 décembre à 14h :
Edition Ingese organise une vente-dédicace de la bande dessinée «Ptit Omar, la révolution dans le cartable» de Souhila Amirat et Ben Youcef Abbas Kebbir.

Selon le ministre de la Culture Azzeddine Mihoubi

L'année 2018 sera consacrée à la célébration du patrimoine amazigh

L'année 2018 sera celle de la célébration du patrimoine culturel amazigh dont les composantes seront «visibles tout au long de l'année», a annoncé mardi à Alger le

ministre de la Culture, Azzeddine Mihoubi. S'exprimant lors du séminaire international dédié au traitement médiatique des questions liées au patrimoine, le ministre a ajouté que ce programme devra débuter lors de la célébration du nouvel an amazigh Yennayer 2968, correspondant au 12 janvier prochain, et que toutes les manifestations culturelles et les festivals devront adapter leurs contenus à cette thématique, «fil rouge de l'année 2018».

A ce sujet, il a appelé à «renforcer» l'officialisation de l'amazigh par un travail de «valorisation de tous les éléments» du patrimoine culturel amazigh. Abordant le traitement des ques-

tions du patrimoine par les médias, M. Mihoubi a engagé les institutions travaillant sur le patrimoine (centre de recherche, musées, etc...) à mettre en valeur leurs collections et leurs travaux et à prendre des initiatives en direction de la presse et des médias en organisant des conférences, des cycles de formation et autres journées portes ouvertes.

Il a par ailleurs évoqué plusieurs projets élaborés par son département pour la valorisation du patrimoine culturel, particulièrement le Parc du Tassili N'Ajjer.

Organisée par le ministère de la Culture et le programme d'appui au patrimoine culturel algérien de l'Union européenne,

cette rencontre devra faire le point des expériences de journalistes algériens et étrangers ayant travaillé sur le patrimoine culturel. Présent à la rencontre, le chef de délégation de l'UE en Algérie, Jhon O'Rourke, a souligné l'importance accordée par le programme d'appui au patrimoine algérien et à sa conservation. Le rôle de la «communication institutionnelle dans la valorisation et la protection du patrimoine» et la mise en valeur du patrimoine saharien sont au programme de ce séminaire d'un jour à la Bibliothèque nationale et auquel prennent part des journalistes et des cadres du ministère de la Culture.

F. H.

Le Grand Prix Assia Djebar du roman

Le prix décerné aujourd'hui à Alger

Le Grand prix Assia Djebar du roman de l'année 2017 sera décerné jeudi prochain par l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité (Anep) et l'Entreprise nationale des arts graphiques (Enag), indiquent les organisateurs.

71 œuvres littéraires concourent pour cette troisième édition du Grand Prix Assia Djebar dont 42 romans en langue française, 24 en arabe et cinq en tamazight.

Le jury de cette édition 2017 est formé des universitaires et hommes de culture, Amina Bekkat, Abdelmadjid Merdaci, Hamid Bouhbib Brahim Sahraoui, Abdelkader Bouzida, et Achour Fenni. Il est présidé pour la troisième année consécutive par l'universitaire Naget Khedda.

La deuxième édition du prix a vu la consécration de Samir Kacimi pour «Kitab El Macha'a» (arabe), de Lynda Koudache

pour «Tamachahut Taneggarut» (Tamazight) et de Djamel Mati pour le roman «Yoko et les gens du Barzakh» (français).

Les lauréats du Grand prix Assia Djebar – du nom de la célèbre femme de lettres algérienne disparue en 2016 – seront connus en même temps que la cérémonie de remise du prix, organisée jeudi au Centre international des conventions à Alger.

R.C.



Jeux Méditerranéens-2018 : beach-volley (messieurs) Une présélection nationale se prépare à Blida

NEUF JOUEURS de la sélection nationale (messieurs) de beach-volley entament mercredi à l'école nationale des sports équestres de Blida, un stage de présélection, en vue de constituer les paires qui vont représenter l'Algérie aux Jeux Méditerranéens de Tarragone en Espagne, prévus en juin 2018, a-t-on appris, mardi auprès du directeur technique national (DTN) chargé du beachvolley, Lamine Benseghier. Le regroupement de cinq jours qui prendra

fin dimanche prochain, permettra aux staffs techniques nationales d'évaluer le niveau technique des joueurs convoqués et présenter le programme de préparation de l'équipe qui aura l'honneur de disputer le tournoi de beach-volley aux JM d'Espagne. D'autre part, une présélection nationale féminine composée de onze (11) joueuses de beach volley va boucler ce mardi, un regroupement de trois jours, organisé également à Blida et pour le même objectif.

Championnat arabe des clubs de volley-ball (dames) Le GSP l'emporte face au Chabab 20 Presse

LES VOLLEYEUSES algériennes du GS Pétroliers se sont imposées devant leurs homologues soudanaises de Chabab 20 Presse sur le score de 3 sets à 0, en match comptant pour la 2^e journée de la 19^e édition du Championnat arabe des clubs féminin, disputé mardi au Caire. Les sets du match ont été complotés : 25-05, 25-14, 25-08. C'est la première victoire du GS Pétroliers dans la compétition après la défaite concédée

lors de la première journée face aux Tunisiennes du CS Sfax (2-3). Les protégées du duo Yacine Djellouli et Mourad Malaoui joueront leur prochaine rencontre jeudi, face au Sporting Club d'Egypte, avant d'affronter Al-Ahly du Caire, vendredi. Cette compétition se déroule sous forme de mini-championnat avec la participation de cinq clubs. Celui qui décrochera la première place sera sacré champion arabe.

Coupe d'Afrique des clubs de basket-ball (classement 5-8 places) GSP perd devant City Oilers

LE CLUB de basket-ball algérien, GS Pétroliers, s'est incliné face à son homologue ougandais City Oilers sur le score de 81 à 87 (mi-temps : 34-34), en match de classement de la 5^e à la 8^e places de la Coupe d'Afrique des clubs champions, disputé mardi à Radès (Tunisie). Éliminés en quarts de finale par l'ES Radès (87-89), les Pétroliers joueront

leur dernier match, mercredi, face à l'InterClube d'Angola pour les 7^e-8^e places, alors que City Oilers sera opposé à Ferroviario de Beira du Mozambique pour le compte des 5^e-6^e places. Les demi-finales de la compétition, prévues ce mardi à partir de 18h00, opposent Libolo Benfica (Angola) à l'AS Salé (Maroc) et l'ES Radès à l'US Monastir de Tunisie.

Cyclisme

Prudhomme avoue que le Tour de France pourrait avoir une étape en Algérie

LE DIRECTEUR de Tour cycliste de France, Christian Prudhomme, n'a pas écarté, mardi à Alger, un éventuel passage de la caravane de la «Grande Boucle» en Algérie, une première pour cette compétition qui n'a jamais pu s'élaner en dehors des frontières européennes. «C'est une première prise de contact avec les autorités algériennes. Si le Tour de France sort d'Europe, ce sera en Algérie. Ce n'est pas mal non. Aucun rêve n'est impossible si les deux parties arrivent à exprimer leur volonté», a déclaré Christian Prudhomme à l'issue de l'audience que lui a accordée le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, en présence du président de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC), Mabrouk Kerboua. Le Tour de France, que de nombreux supporters surnomment «la Grande Boucle», est devenu une véritable institution en France et à travers le monde. Cette épreuve reine du cyclisme a évolué depuis ses toutes premières étapes et offre désormais un large panel d'épreuves aux équipes de professionnels. «Le Tour de France fait aujourd'hui partie intégrante du patrimoine culturel et sportif français. Bien au-delà d'un grand événement cycliste, le Tour de

France constitue l'occasion d'un grand rassemblement populaire qui permet principalement de parcourir voire de découvrir la France et autres pays européens», a-t-il dit. Pour le directeur du Tour de France, cette compétition a toujours démarré en dehors de la France, «et la première fois c'était en 1954 aux Pays-Bas, mais peut être qu'un jour, elle partira d'ailleurs». De son côté, le président de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC), Mabrouk Kerboua, s'est dit très «honoré de rencontrer le directeur du Tour de France pour discuter de plusieurs sujets sur le cyclisme qui constitue un moyen de communication et un sport qui rassemble les peuples». «Je pense que l'idée d'organiser une étape du Tour de France à partir de l'Algérie est envisageable, mais rien n'a été décidé entre les deux parties. C'est une question qui doit être étudiée au plus haut niveau. Chaque année plus de 280 villes se portent candidates pour accueillir la Grande Boucle soit en tant que ville itinéraire», a-t-il expliqué. Le 105^e édition du Tour de France (2018) aura lieu du 7 au 29 juillet et dont le départ est prévu à partir de Nairmoutier-en-l'île dans le département de la Vendée.

A l'exception de l'ESS Les clubs de la Ligue se prépareront en Algérie

■ Avec la trêve hivernale, les clubs de la Ligue 1 Mobilis ont prévu de se préparer comme il se doit en prévision de la phase retour du championnat et des matchs comptant pour les 1/32^e de finale de la Coupe d'Algérie de football qui auront lieu les 29 et 30 décembre prochains.

L'Entente sera la seule qui se préparera à l'étranger



Par Mahfoud M.

D'habitude, ces clubs préfèrent opter pour l'étranger, plus précisément pour la Tunisie ou le Maroc, pour charger leurs acuts et être prêts pour la seconde partie de la saison. Mais cette fois-ci, cela ne sera pas possible du fait que le match de Coupe est trop rapproché de la reprise du championnat, ce qui veut dire que les clubs ne bénéficieront en tout que de dix jours pour se préparer, en comptabilisant au moins quatre jours de repos qui seront accordés aux joueurs pour souffler quelque peu après les

grands efforts déployés tout au long de la phase aller. La majorité des formations se prépareront donc en Algérie. Une seule équipe fait l'exception, c'est l'ES Sétif qui s'est rendue à Alicante pour un stage de quelques jours à la charge de son sponsor maillot, Joma, qui s'occupe de tout sur place, en vertu du contrat de sponsoring signé entre les deux parties. Il faut savoir aussi que l'Entente prépare la Ligue des Champions d'Afrique et qu'elle se doit, de ce fait, être prête pour ce rendez-vous très important. Hormis cette équipe, tous les autres clubs se prépareront en Algérie. Ainsi, la JS Saoura, dauphin du leader le CSC, se rend à

Oran pour un stage de quelques jours, alors que la JS Kabylie se préparera dans le centre d'hôtellerie d'Ain Benian et le NAHD se rendra à Sétif pour travailler au niveau du centre d'El Bez. Par ailleurs, la période est aussi courte pour disputer un maximum de matchs amicaux, c'est pourquoi ces équipes se contenteront seulement d'un seul match tout au plus. L'essentiel pour ces équipes est de garder le rythme pour ne pas se perdre au début de la phase retour qui reste une étape cruciale pour tous les clubs, que ce soit ceux qui jouent le titre ou ceux qui luttent pour leur survie en Ligue 1.

M. M.

FIFA

L'USMA prendra part à une conférence sur le professionnel en Egypte

L'USM Alger (Ligue 1 algérienne de football) fait partie des participants à la conférence sur le football professionnel organisée au Caire (Egypte) par la Fédération internationale de football (Fifa) en collaboration avec la Confédération africaine (CAF), a annoncé mardi l'instance africaine sur son site officiel. Outre le club algérien, demi-finaliste de la dernière édition de la Ligue des champions d'Afrique, cette conférence qui a débuté mardi a vu la présence des représentants de Kaizer Chiefs (Afrique du Sud), d'Everton (Angleterre), The

Scottish Premier League, entre autres, précise la même source. Le Tunisien Tarek Bouchmaoui, président de la commission des compétitions interclubs et de gestion du système d'octroi des licences de clubs de la CAF, a ouvert la conférence en soulignant l'importance du système de licence des clubs et de son application par les membres affiliés à la CAF. L'ancienne star nigérienne, Emmanuel Amunike, a salué les efforts de la Fifa et de la CAF pour développer le football à travers le continent par l'application d'une méthodologie moderne, y compris le système

de licence des clubs qui permettra un développement considérable du football africain. Le directeur des licences de clubs de la Fifa, Sebastian Neuf, a souligné de son côté l'importance de cet événement de deux jours pour les fédérations nationales et clubs affiliés à la CAF et sur la manière appropriée d'appliquer le système des licences de clubs. La conférence sera consacrée à des sujets tels que le système d'octroi de licences aux clubs, la gestion des stades, la création d'une chambre nationale de règlement des différends entre autres.

ES Sahel

Madoui débute sa mission

Le nouvel entraîneur de l'Étoile sportive du Sahel, l'Algérien Kheireddine Madoui, a dirigé sa première séance d'entraînement mardi au stade Mohamed-Maarouf de la ville de Sousse, a indiqué le club tunisien de Ligue 1 de football sur sa page officielle de Facebook. L'ancien coach de l'ES Sétif qui s'est engagé lundi pour deux ans avec l'ES Sahel, aura comme principal adjoint l'ancien gardien

international tunisien Ali Boumenjel. Madoui s'est engagé à remettre l'équipe, mal en point en championnat de Tunisie, sur rails. «Il s'agit d'un nouveau challenge pour moi avec un club que je considère comme l'un des grands d'Afrique. Je tâcherai de remettre l'équipe sur rails et lui permettre de retrouver ses sensations», a-t-il déclaré en conférence de presse de sa présentation offi-

cielle, lundi. C'est la deuxième expérience à l'étranger pour l'ancien défenseur international algérien, lui qui avait déjà eu à diriger la formation saoudienne d'Al-Wihda lors de la saison 2014-2015. Au terme de la 13^e journée du championnat tunisien, l'ES Sahel occupe la 4^e place au classement avec 20 points, à 12 longueurs du leader, l'ES Tunis.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Batna

Destruction de deux casemates pour terroristes

DEUX CASEMATES pour terroristes, contenant notamment deux canons de confection artisanale, une grenade et des outils de détonation, ont été découvertes et détruites mardi à Batna par un détachement de l'Armée nationale populaire, indique mercredi un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la lutte anti-terroriste et grâce à l'exploitation efficace de renseignements, un détachement de l'ANP a découvert et détruit, le 19 décembre 2017 lors d'une opération de fouille et de ratisage menée à Batna, deux casemates pour ter-

roristes contenant deux canons de confection artisanale, une grenade, des outils de détonation, des produits chimiques servant à la fabrication des explosifs, une plaque photovoltaïque, des effets vestimentaires et divers objets», précise la même source.

Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont saisi neuf quintaux de tabac à Adrar, et 4 176 unités de différentes boissons à Biskra», ajoute le communiqué.

L. M.

Accidents de la circulation

32 morts et 858 blessés en une semaine

TRENTE-DEUX personnes ont trouvé la mort et 858 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation survenus du 10 au 16 décembre sur le territoire national, selon un bilan établi mercredi par les services de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Sétif où 4 personnes ont trouvé la mort et 27 autres ont été blessées dans 21 accidents de la route.

Durant la même période, les secours de la Protection civile sont intervenus pour l'évacuation de 11 638 malades vers les structures sanitaires et effectué 4 769 opérations d'assistance aux personnes en danger et opérations diverses.

Deux personnes ont trouvé la mort dans un accident de la circulation survenu mardi soir à Hadjout, dans la wilaya de Tipasa, a-t-on appris mercredi auprès des services de la

Protection civile de la wilaya.

Les services de la Protection civile sont intervenus vers 19h mardi afin d'évacuer les débris de deux jeunes (âgés de 21 et 28 ans), décédés sur place suite à une collision entre une moto et un véhicule utilitaire survenue sur l'axe de la RN 42 reliant Hadjout et Merad. Les débris des victimes ont été transportés à la morgue de l'hôpital de Hadjout.

Une enquête a été ouverte afin de déterminer les circonstances exactes de cet accident. Il s'agit du deuxième accident mortel enregistré en l'espace de quatre jours sur le réseau routier de Tipasa, après celui de samedi dernier.

Deux personnes avaient péri suite à une collision entre une moto et un véhicule touristique sur la voie rapide Bou Ismail-Tipasa, a-t-on conclu.

Ouali B./APS

Turquie

Célébrations du Nouvel An interdites pour raisons sécuritaires

LES AUTORITÉS turques ont annoncé mercredi l'interdiction des célébrations sur la place Taksim d'Istanbul dans la nuit du Nouvel An, pour des raisons sécuritaires. «Pour permettre à la population de vivre une nouvelle année en toute sérénité, il n'y aura pas de célébrations» sur la place Taksim, a indiqué le chef de la police du district stambouliote de Beyoglu, Ismail Kiliç, cité par l'agence de presse Anadolu.

«Les rassemblements ne seront pas autorisés» sur la place la plus célèbre d'Istanbul, particulièrement prisée des touristes, a ajouté le responsable. L'annonce de cette mesure survient alors que la nuit du Nouvel An 2017 a été

ensanglantée par un attentat contre une boîte de nuit à Istanbul. L'attaque, revendiquée par le groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (EI/Daech), a fait 39 morts, en majorité des touristes étrangers. Cette année, «nous allons doubler le dispositif de sécurité», a déclaré M. Kiliç, indiquant que les entrées menant à la place Taksim et à l'avenue Istiklal seraient contrôlées.

Aucun attentat majeur ne s'est produit en Turquie depuis celui du Nouvel An dernier, mais les autorités annoncent régulièrement avoir déjoué des attaques à travers le pays.

R. I.

La crise du lait persiste



Loumis

Djalou@hotmail.com

23 accusés en procès à Oran

15 ans de prison requis dans une affaire de 82 kg de cocaïne

■ Des peines de 15 ans de prison ferme ont été requises par le représentant du ministère public à l'encontre de 16 accusés impliqués dans l'affaire des 82 kg de cocaïne, jugée mercredi par la cour d'appel d'Oran.

Par Salim O.

Cette décision confirme le verdict prononcé, le 11 octobre dernier, par le pôle spécialisé d'Oran, rappelle-t-on. Le représentant du ministère public a également requis la même peine de 15 ans de prison ferme, à l'encontre de 7 autres accusés, se trouvant sous contrôle judiciaire et qui avaient été relaxés en première instance, estimant que ces derniers étaient tout

autant impliqués dans cette affaire que les 16 autres mis en cause. C'est le ministère public qui a fait appel contre le verdict concernant ces 7 accusés relaxés. L'affaire des 81,095 kg de cocaïne, découverts en pleine mer à proximité des îles Habibas (Oran), en instruction depuis plus de deux ans et demi, et après deux reports successifs, a été jugée le 27 septembre dernier et des peines de 15 ans de prison ferme avaient été requises par le ministère public à

l'encontre des 23 accusés, dont 16 détenus et sept accusés qui comparaissaient libres. Des mandats d'arrêt avaient été également émis à l'encontre de 8 autres mis en cause, actuellement en fuite, rappelle-t-on. Dans leurs plaidoiries, les avocats de la défense ont tenté de disculper leurs mandants, plaidant l'insuffisance des preuves. Le verdict sera prononcé dans deux semaines.

S. O./APS

Mustapha Benaini, inspecteur régional en visite à Béjaïa

«Le niveau de présence de la police a atteint les 95%»

«L'ouverture sécuritaire relevant du domaine de compétence de la police a atteint les 95% dans la wilaya de Béjaïa», c'est ce qu'a déclaré hier Mustapha Benaini, inspecteur régional de Constantine de la police nationale alors qu'il inaugurait hier au cours de sa visite d'inspection le Célaborium et la sûreté de daïra d'Ighil Ali. Il a annoncé dans le même sillage «l'ouverture bientôt des commissariats, à Adekar et à l'est de la wilaya». Ceci dit-il «rentre dans le cadre de la stratégie nationale visant à renforcer la présence de la police à travers tout le territoire de la wilaya et tout le territoire national en général afin d'assurer la sécurité des biens et des personnes». L'inspecteur régional Est de la police nationale a annoncé également le renforcement de la

présence de la police et l'inscription de nouveaux projets dont de nouvelles sûretés urbaines dans les mois prochains. Cela dit-il en réponse à la demande pressante qui m'a été faite par des citoyens. Il dira: «j'ai reçu la demande des citoyens pour l'ouverture de nouvelles sûretés urbaines et j'ai discuté avec le chef de la sûreté de wilaya et le secrétaire général de la wilaya à ce sujet et nous nous sommes convenus d'étudier la question», a-t-il déclaré. Auparavant, il a inauguré le siège de l'unité 218 du maintien de l'ordre à Akbou aussi. A Béni Maâouche, l'hôte de Béjaïa, a également inauguré le siège de la sûreté de daïra et un Célaborium aussi, puis à Amizour, il a mis en service le siège de la brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ). Enfin, à Béjaïa, M. Benaïni a procédé à

l'ouverture du siège de la 8^e sûreté urbaine de la ville et il a terminé son périple par l'attribution de prix aux lauréats du tournoi organisé par la police et aussi des cadeaux aux fonctionnaires méritants. Il y a lieu de rappeler que 85 policiers de différents grades ont été promus lors d'une cérémonie organisée en marge de la célébration de la journée arabe de la police tenue avant-hier. On compte 03 commissaires de police, 01 lieutenant de police, 16 inspecteurs de police, 05 inspecteurs de police, 18 brigadiers en chef, 40 brigadiers et 02 agents de l'ordre. Par ailleurs, des retraités et fonctionnaires ont été primés et honorés pour les services rendus au corps et au pays. Des participants et lauréats de tournois ont également reçu des prix à l'occasion.

H. Cherfa